

La crise économique mondiale actuelle nous fera basculer certainement vers un nouveau monde qui ne sera plus dominé par l'occident et les Etats Unis, mais multi-polaire.

L'histoire nous apprend que suite à la grande dépression économique des années 30, quand le président Roosevelt voulut obtenir en 1933, à Londres, la coopération internationale pour juguler la grande dépression, il échoua.

Ensuite, ce fut grâce à la seconde guerre mondiale, qui, par l'effort de guerre, puis la reconstruction, permit de sortir de la dépression.

OBAMA réussira-t-il là où Roosevelt échoua ?

Quelle sera la place de l'Afrique dans le nouveau monde multipolaire ?

I- HISTOIRE DES CRISES FINANCIERES RECENTES

En juin-juillet 1997, la crise financière d'Asie du Sud-est éclatait tout d'abord en Thaïlande, puis rapidement dans l'ensemble de la région asiatique. Elle se traduisait par de nombreuses faillites bancaires et par une perte de confiance des agents économiques.

La traversée de cette crise a été marquée par un processus de *déréglementation* du secteur financier, conformément aux idées libérales selon lesquelles le marché est au centre de l'activité économique et que les interventions de l'Etat peuvent être néfastes.

En octobre 2008, la crise financière aux Etats Unis éclatait suite à l'effondrement du système financier : faillite de Lehman Brothers, scandale du financier Madoff et de Thierry Maçon qui se suicide, pertes abyssales de City Group.

Puis des grands scandales financiers sont aussi découverts dans les banques (société générale, union des banques Suisses,).

Par la suite, on a assisté à l'effondrement des prêts sur les « suprimés », à l'effondrement des prêts immobiliers faciles.

Ce tsunami financier va rapidement provoquer une dépression économique.

II- LA TRANSMISSION DE LA CRISE A L'AFRIQUE VIA L'EUROPE

La récession ainsi née aux Etats Unis 2008 va rapidement gagner pays riches de l'OCDE qui entrent pratiquement tous en récession en 2009.

Il restait toutefois un mince espoir que les pays émergents qui n'avaient pas cédé aux folies financières des pays développés soient épargnés et contribuent de jouer le rôle de locomotive et évite au monde de plonger dans une crise économique grave.

Cet espoir est déçu dès l'entrée en récession de la chine en novembre 2009. Une décélération de sa croissance est amorcée, se traduisant par des dizaines de millions de licenciements dans l'industrie du textile et du jouet.

L'effondrement aux Etats Unis du secteur des BTP consommateur du bois importé en Afrique via l'Europe se confirme. De fil à aiguille, les sociétés mères des filiales de bois en Afrique se sont effondrées, entraînant avec elles les entreprises de bois en Afrique. Les mécanismes de transmission de la crise des pays riches vers les pays en développement s'enclenche : annulations en chaîne des contrats d'achat de bois et subséquemment, mévente du bois, licenciements, manque de confiance des consommateurs, menacés par le chômage, entreprises inquiètes de voir leur clientèle disparaître, ... toutes choses qui se traduisent par une réduction de la demande et donc des échanges, d'où la contraction du commerce international.

Parallèlement, on observe une baisse du prix du baril du pétrole brut à moins de 50 dollars ; mévente des produits de base à l'exportation (caoutchouc, aluminium, coton, bois, minerais, ...); les devises provenant des exportations tarissent, les recettes touristiques dégringolent, les travailleurs émigrés envoient moins d'argent à leurs familles restées au pays à cause soit des licenciements, soit des pertes des contrats saisonniers désormais acceptés par les occidentaux.

Alors que 1/3 de la croissance des pays en développement provient de l'étranger depuis cinq ans, on assiste aussi à la prise de peur des investisseurs qui se font désormais rares.

Aucun pays ne semble pouvoir rester à l'abri de la crise ; Le FMI annonce que le PIB de la planète se contractera de 1,3% en 2009 et qu'une reprise lente et fragile ne sera envisagée qu'en 2010.

III- PROBLEMES IDENTIQUES, SOLUTIONS OPPOSEES

On est passé sur le plan de la finance internationale et de l'économie internationale, de la déréglementation à la réglementation, du laisser faire à l'interventionnisme Etatique, voire à des prises de participation de l'Etat ou tout simplement à des nationalisations dans l'économie américaine et les économies européennes, chantres du libéralisme sauvage hier.

L'Afrique ne devrait-elle pas en tirer les meilleures conclusions ?

La reprise pour l'Afrique passe-t-elle par le passage au « vert » des indicateurs teintés «rouges» aujourd'hui par la crise économique ? Si tel est le cas, l'onde de « reprise » (après l'onde de crise) partie des Etats Unis devrait parcourir le même chemin critique en repassant par l'Europe, pour atteindre à nouveau les côtes Africaines.

Donc, logiquement, après que la reprise ait pointé son nez aux Etats Unis, c'est-à au moins dans un minimum de 12 mois calendaires, c'est-à-dire en 2011, toutes choses étant égales par ailleurs, qu'une timide reprise sera visible en Afrique. Il est constant que l'économie évolue par déséquilibre successifs ; mais le déséquilibre actuel a fracturé l'ossature économique mondial, sa charnière, sa structure ; or les structures, elles, évoluent lentement et le retour à l'équilibre après une telle fracture ne peut qu'en être retardée.

Est-il sage pour les pays Africains de se croiser les bras et d'attendre paresseusement 2011 ?

Evidemment non.

IV- UNE CHANCE POUR L'AFRIQUE ?

Cette crise économique de 2009 peut se révéler comme un puissant électrochoc pour les pays en développement d'Afrique et leur permettre de bousculer le sacro-saint principe des économies satellisées et extraverties.

En nous appuyant sur les mécanismes de transmission de la crise transmise ci-dessus décrite, pouvons-nous mettre en place un système permettant d'éviter ou tout au moins d'amortir les effets de la crise à plus ou moins brève échéance et se soustraire l'Afrique de la désarticulation totale de son économie ?

Esquisse de quelques mesures parcellaires envisageables à très court, court, moyen et long terme:

➤ **Mesures à très court terme :**

Au Cameroun :

Au Cameroun, les PME représentent 83% des entreprises; mais moins de cinq cent entreprises contribuent à 80% des recettes fiscales globales enregistrées au niveau de la Direction Générale des Impôts.

La place des PME dans la relance de l'économie est donc prépondérante.

Dans le contexte de la mondialisation, les grandes structures sont rigides et lorsqu'elles sont ébranlées par la crise, il est difficile de les réajuster, d'où l'urgence :

- De sauver les entreprises déjà en difficultés en discutant avec elles des plans de sortie sectorielle de crise ou de survie à cette crise : re-structurations, fusions, absorptions, plan social, etc...)
- De décréter une pause fiscale pour certaines catégories d'impôts (redevances forestières sur la superficie (RFA, taxes à l'exportation, etc...)
- D'éviter la faillite des PME :

- définir un plan de développement du secteur des PME,

- rendre les PME fiables par un recentrage de la politique économique gouvernementale, en créant un environnement qui permette leur éclosion (crédits moins chers : politique monétaire (abaissement des taux directeurs de la BEAC), mesures fiscales : politique économique attractive au regard de la fiscalité des PME ,

- prime à la création des PME (réduction des charges patronales :FNE, CFC patronales),

-ouverture de lignes de crédit via les banques secondaires pour les entreprises nouvelles,

-monter des cellules étatiques appropriées de promotion des projets PPTE (faisabilité) sur fonds PPTE déjà disponibles mais non consommés et en constituer une banque de projets disponibles pour des entrepreneurs,

-promotion de la création des PME agricoles (culture riz, ignames, manioc, maïs, etc...) au niveau des écoles spécialisées avec facilitations des conditions de création et de crédit pour des groupes d'étudiants intéressés,

-promotion de la création des PME de BTP au niveau des écoles spécialisées (Ecole Polytechnique, Ecole des travaux Publics) avec facilitations des conditions de création et de crédit pour des groupes d'étudiants intéressés,

- promotion de la création des PME de transformation des produits agricoles (cacao, mangues, goyaves, bananes, farine de patate, etc...) au niveau des écoles spécialisées comme l'ENSA avec facilitations des conditions de création et de crédit pour des groupes d'étudiants intéressés,

-signature du décret de d'application du centre de gestion agréée pour encadrer les PME

➤ **Mesures à court terme :**

Au Cameroun :

La crise financière actuelle va retarder les grands projets, faute de mise en place des financements (routes, barrages, ports, exploitations minières...etc)

Pour ce qui des pays de la sous-région Afrique centrale et Afrique de l'Ouest, il est urgent de revisiter les accords de coopération monétaire, notamment sur le volet du rôle de la banque Centrale dont les attributs institutionnels portent essentiellement sur le refinancement des crédits des banques secondaires en matière de crédits à la consommation et à la construction immobilière.

Le refinancement des crédits à la création des usines et industries ne font pas partie des activités de la banque Centrale, alors que les membres souffrent d'un déficit criard de financement de leur tissu industriel embryonnaire.

De même des financements de long terme de l'habitat en HLM (habitats à Loyers Modérés) sur 20 à 40 ans devraient être inscrits en lettre d'or dans leur priorité.

On est rendu au point pour ces Banques Centrales, l'activité de placement des avoirs en devises est devenue la source première des revenus et leur équilibre d'exploitation (Source : « Cameroon Tribune » du 03 Mars 2009, page 15), notamment pour ce qui de la BEAC.

La BEAC a ainsi placé de 2006 à 2008, 328 milliards de F CFA auprès de la Société Générale de Paris, et avec l'effondrement généralisé des valeurs boursières sur les grandes places internationales, la BEAC s'en tire avec une perte sèche de 25 millions d'euros, soit 16,4 milliards de F FCFA.

Quel paradoxe, le tiers monde qui finance les économies développées ?

Fort heureusement, le cap est aujourd'hui mis dit-on sur la réforme en vue d'une gestion moderne et efficace des avoirs en devises de la communauté.

Le placement des avoirs en devises par la BEAC a toutefois généré des produits nets de : 6 milliards F CFA en 2006, 38 milliards F CFA en 2007 et 57 milliards F CFA en 2008. Les produits sont nets, ce qui laisse sous-entendre le paiement des impôts de distribution en France par la BEAC. La BEAC devient ainsi un bon contribuable pour le fisc à l'extérieur alors qu'au Cameroun où elle a son siège social, elle n'est pas répertoriée comme contribuable exonéré de tout impôt.

La gestion moderne dont il est question passe par la maîtrise de tous les avoirs et leur orientation vers le développement de la communauté et la recherche effrénée de gains sur placements ; car sa vocation est d'assurer pour les pays membres le refinancement des crédits à l'économie et surtout le crédit à l'entrepreneuriat qu'elle préfère financer plutôt à l'extérieur par le biais des placements financiers.

➤ Mesures à moyen terme :

Au Cameroun :

Engager une politique des grands travaux :

Urgence de la construction des barrages hydro-électriques d'envergure comme celui de Memve'le dans le sud et fonctionnement en pleine capacité du barrage de Lagdo dans la Bénoué afin de doter le Cameroun d'un potentiel énergétique qui puisse soutenir sa croissance et d'exporter le surplus d'énergie vers le Tchad ou le Nigéria.

La construction d'un deuxième pont sur le fleuve Wouri :

L'importance d'une action d'amélioration des infrastructures routières apporte une nouvelle visibilité des perspectives d'avenir, notamment la construction du port en eau profonde de Limbé et la construction d'une deuxième cimenterie à Limbé.

Construction d'une Autoroute à péage entre Douala-Yaoundé, Douala-Bafoussam, Bafoussam-Yaoundé, Douala-Limbé.

- Mesures à long terme :

Au Cameroun :

Engager une politique des grands pôles de développement à l'image de l'opération « NKONDJOCK-BAFANG » pour l'agriculture et définir un plan de développement des PME en liaison avec le plan énergétique et le plan d'exploitation des ressources du sous-sol.

Retenir l'agriculture comme levier de décollage du Cameroun et doter le Ministère de l'Agriculture des ressources humaines et matérielles aptes à relever ce défi.

Au niveau sous-régional et régional :

Châteaubriand a écrit que « **les moments de crise produisent un redoublement de vie chez les Hommes** ».

Des forces bénéfiques peuvent être mises en œuvre grâce à l'ingéniosité des dirigeants et experts des Pays africains s'ils se considèrent comme mobilisés :

Un « djihad » économique peut être décrété et un gouvernement économique Africain mis en place par l'Union Africaine. Le problème est économique, mais la solution idoine me paraît politique :

Dans un tel environnement, les handicaps peuvent rapidement se révéler être des avantages :

-Le baril de pétrole brut à 50 dollars le baril pendant un an, c'est 3 000 millions de dollars d'économie pour les PVD importateurs de brut : de quoi doper les économies pays importateurs.

-l'abandon des conflits d'intérêts et des replis identitaires et nationalistes des pays Africains peut se un puissant facteur de rassemblement et de coopération.

-la mise en place d'une économie d'import substitution basée sur les échanges intra africain.

En effet une analyse minutieuse d'une politique d'intégration à l'échelle globale Africaine permettrait de penser **Afrique d'abord** et à ce titre de recenser les besoins en importations et tous les surplus non écoulés des produit d'exportation des tous les Etats et d'asseoir une politique globale d'approvisionnement centralisée permettant :

- d'éponger tous surplus de production africaine et de l'écouler en Afrique ;

-de penser une politique d'intégrations des secteurs d'activité prioritairement de manière sous-régionale, régionale , saharienne, sud-saharienne, magrehbine, sud-Africaine , ect ...;

-la création des pôles régionaux de croissance tenant compte des avantages comparatifs :

- Pour la fabrication des produits pharmaceutiques par exemple, création de trois pôles: une en Afrique du Sud qui dispose déjà avancée technologique dans le domaine, une autre en Tunisie ou au Maroc, et une encore au Cameroun, au Nigeria ou au Zaïre de par leur position stratégique et leur population.
- Pour la transformation du cacao en beurre de chocolat, chocolat, poudre de cacao, créer une grosse unité industrielle en Côte d'Ivoire.
- Pour les BTP créer des joint-ventures d'entreprise de BTP à l'échelle des Multinationales pour réaliser les Grands travaux ;
- Pour la transformation du bois créer des unités intégrées au Gabon, au Cameroun ;
- Pour la transformation café et du thé créer des unités intégrées, au Cameroun, ...;
- Pour le textile agrandir les unités existantes en Tunisie à l'échelle africaine ;
- Pour le transport aérien faire confiances aux pays comme le Maroc, le Kenya, etc... ;

- Pour les domaines comme les extractions minières, conditionner les contrats d'extraction par des cahiers de charge semi-transformation et de transfert de know how ;
- Bref, créer des entités à capitaux africains, à l'échelle africaine pouvant s'organiser pour atteindre la taille critique pouvant leur permettre de supplanter les multinationales européennes dans les grands travaux en Afrique.
- Retenir comme moteur de cette dynamique la réalisation des grands travaux dont la plus évidente serait la construction de la route transafricaine donc le tracé est déjà connu ;
- Pour le financement, privilégier les consortiums de banques africaines et des monarchies du golfe ;
- Enfin, pour l'agriculture utiliser le couloir « du fonds souverain pour l'agriculture » dont le lancement a été officialisé en avril 2009 à Paris (Fonds d'Investissement pour l'agriculture en Afrique : FIAA).

Les Etats africains sont-ils prêts à relever ce défi ? Répondre par oui serait sur-réaliste.

Les prévisions de l'OCDE en terme de croissance pour l'Afrique est estimée à 2,8% en 2009 contre 5,6% en 2008. Par ailleurs, une reprise timide est envisagée au cours de l'année 2010.

Toutefois, si l'Afrique ne saisit pas cette aubaine pour s'unir dans des regroupements sous-régionaux et/ou régionaux afin de devenir un acteur planétaire sur l'échiquier international multipolaire d'après crise, les accords de partenariat économique (APE) viendront sonner le glas de développement des industries locales et confiner l'Afrique dans son rôle ingrat de pourvoyeur de matières premières. car, les accords de partenariat économiques, s'ils se confirment, vont consacrer le désarmement fiscal avec l'harmonisation des taux de taux, voire leur la disparition pure et simple de ces droits de douane. Les pays qui voudront soutenir leur croissance devront fonder leur économie prioritairement sur la production des richesses au détriment des prélèvements fiscaux à la porte et sur les entreprises en général.

L'Afrique, un ensemble de 53 Etats dont 39 ont moins de 25 millions d'habitants, est le continent le plus riche du monde (ressources du sol et du sous-sol), mais c'est aussi paradoxalement le continent où les hommes sont les plus pauvres du monde.

Quel paradoxe ! A quand le réveil de l'Afrique ?

Seul l'intégration régionale, l'union et la solidarité la sauvera.

La quatrième conférence des ministres africains de l'intégration tenue à Yaoundé au Cameroun en en mai 2008 laisse penser par ses conclusions que l'intégration africaine, loin d'être un choix facultatif, constitue au contraire une nécessité vitale face à un monde de plus en plus globalisé.

Les perspectives de lutter contre la balkanisation de l'Afrique, les contraintes liées à l'étroitesse de marchés, la création des institutions continentales de la communauté économique africaine à l'instar de la banque centrale africaine, du fonds monétaire africain et de la banque africaine d'investissement ; sans oublier le lancement de l'idée du gouvernement de l'union africaine depuis le sommet d'Abuja en 2005 et la décision de commencer par une haute autorité africaine lancée au cours de la dernière conférence des chefs d'Etats en février 2009.

Le premier ministre camerounais a par ailleurs à l'occasion de cette conférence des ministres africains de l'intégration tenue à Yaoundé, cité des projets d'infrastructures routières qui participent à la réalisation d'une partie de la transafricaine.

Si cette dynamique est impulsée partout, nul doute que les obstacles à l'intégration tomberont progressivement.

Les Etats Unis d'Afrique pour 2015 ? Rêve ou réalité ?

L'Afrique est certes rongée par les conflits armés, la maladie et le dénuement, mais cet état des choses n'est pas irréversible. Pas plus qu'il ne représente un obstacle rédhibitoire sur la voie du progrès. Le réveil de l'Afrique est possible :

A condition que, libérés d'un afro-pessimisme savamment entretenu par ceux qui prennent un plaisir à les maintenir dans le sous-développement, les africains aient la perspicacité et le courage de poser un regard neuf et novateur sur leurs propres atouts, leurs capacités et leur riche potentiel.

Au-delà des prêts à taux préférentiels, des crédits acheteurs à l'exportation, des remises des dettes publiques, l'Afrique peut copier le modèle réussi de développement chinois en nouant désormais des partenariats mutuellement bénéfique axé sur le transfert de technologie. Pour cela, les pays africains se doivent de ne plus cheminer en rangs dispersés. Les pays africains gagneraient à se rapprocher de la chine tout en tenant compte de ce que dicte la realpolitik actuelle (possibilité de nouer des partenariats marqués par l'égalité politique eu un esprit gagnant-gagnant sur le plan économique) et saisir en temps réel toutes les opportunités qui s'offrent à elle, en tirant aussi toutes les leçons de ce qui arrive à l'ordre mondial actuel, perturbé et laissant une plus grande marge de liberté de manœuvre pour cerner ses intérêts et dénoncer les abus et positions dominantes d'hier.

Autant d'atouts pour aborder la crise actuelle, qui durera encore bien pour les PVD...

L'Afrique, berceau de l'humanité représente 12% de la population mondiale, mais pèse seulement 2% du commerce mondial et 2% de la production mondiale. Les marges de progression sont énormes...

Le rêve est donc sans doute permis...

Moïse NTOWE, Senior tax auditor,

DMS of CL Polytechnic- England (1984)

3rd cycle Diploma in Business Management

(Business School of University of Caen-Fce)

Part time teacher of international tax policy

at Yaounde 2 University (SOA)

Part time teacher of Value Added Tax at National School

of Administration and Magistracy- Yaounde-Cameroon